

En traitant ce sujet, qui était de la plus haute importance, nous étions sûrs d'avoir pour nous l'assentiment général.

Toute la difficulté consistait à élaborer une politique qui fût non-seulement d'accord avec les opinions de nos partisans dans le Parlement, mais acceptable à tout le pays en général.

Nous éprouvâmes, cependant, moins de difficultés qu'il ne nous aurait fallu en surmonter dans d'autres circonstances; car cette question avait été discutée antérieurement dans toutes les parties du Canada.

Comme je l'ai déjà dit, il s'agissait surtout de concilier les sentiments et les opinions, non-seulement de nos partisans dans la Chambre, mais de nos amis qui n'appartiennent pas à cette Chambre, afin que le nouveau système fiscal ne fonctionnât pas d'une façon injuste ou onéreuse pour aucune partie du pays. Eh! bien, M. l'Orateur, le gouvernement se mit à l'œuvre, et nous eûmes la satisfaction de constater, à la fin de la session, que notre politique était favorablement accueillie de la Chambre et du pays en général: que les membres du parlement avait rempli leurs promesses; que le parti libéral-conservateur avait rempli ses promesses, et que nous avions tout lieu de croire que notre politique était non seulement acceptable à nos partisans, mais qu'elle serait avantageuse au pays.

Je viens aujourd'hui vous montrer jusqu'à quel point nos espérances et nos prévisions se sont réalisées. Mais les difficultés à vaincre ne se bornaient pas seulement au tarif; elles s'appliquaient aussi aux finances. En effet, Monsieur l'Orateur, il est facile de voir par les comptes publics que, depuis trois ou quatre ans, les dépenses l'emportaient sensiblement sur le revenu, et que le déficit avait atteint pour les trois années précédentes, de même que nous l'estimions pour la quatrième année, une moyenne de \$1,750,000. Il s'agissait pour nous d'aviser aux mesures à prendre pour activer le progrès du pays en favorisant les industries, tout en augmentant les sources du revenu. Mais là ne se bornaient pas encore nos difficultés. A l'avènement du parti conservateur au pouvoir, l'administration put constater que ses prédécesseurs avaient contracté des engagements onéreux en fait de travaux publics, y compris le développement de nos systèmes de canaux et de chemins de fer. Ils avaient décidé la construction de canaux qui devaient entraîner une dépense de plusieurs millions de piastres, dépense